

UNE VIOLENCE PEUT EN CACHER UNE AUTRE !

Chronique de la vie ordinaire : récemment, au cours de la séance CE d'un organisme de prévention parapublique (ARRIMAGES 93), le directeur s'est approché d'une élue SUD, après avoir jeté des feuilles au visage des déléguées du personnel. En levant la main, il a ponctué son geste d'une menace sans équivoque : « *Vous aimeriez que je vous frappe ? Ça vous ferait jouir ?!!* »

Malgré un communiqué à l'AFP, pas une ligne sur cette anecdote dans les journaux.

Deux jours avant, Le DRH d'AIR FRANCE est filmé chemise déchirée à la sortie du CCE, et les indignations sur cette violence envahissent toute la presse !

S'il y a violence, ce sont d'abord les salariés d'AF qui vont la subir, puis après eux, les milliers de sous-traitants qui, en silence, vont perdre pour de bon leur chemise !

Après avoir opposé les catégories de personnel, après un très médiatique chantage contre le syndicat de pilotes de ligne, voici l'annonce de 2900 suppressions d'emplois malgré un résultat d'exploitation excédentaire de 123 M€ !

Et les salariés devraient rester passifs et dire « merci patron » ? Et bien NON !

Des vidéos montrent qu'une employée avait tenté d'engager le dialogue avec les dirigeants, mais ces derniers estimant n'avoir de comptes à rendre qu'au CCE, lui ont opposé mutisme et mépris !

Chez AIR France comme ailleurs, on nous parle de dialogue social, et cela devrait passer uniquement par les institutions feutrées issues des élections professionnelles ? Mais quand elles fonctionnent, elles ont été pourtant vidées de leurs pouvoirs !

Il y a quelques années, les CE pouvaient mettre leur veto sur les plans sociaux.

Sous la pression des patrons, le législateur leur a ensuite retiré cette prérogative pour les limiter à la simple consultation.

La nouvelle loi REBSAMEN va plus loin : elle va favoriser les accords collectifs centraux grâce à des négociations entre employeurs et syndicalistes professionnels qui, à l'image de la classe politique actuelle, sont totalement coupés du terrain.

A la grande satisfaction du MEDEF et avec la complicité des grandes centrales syndicales, ces accords fabriqueront des inégalités avec des droits différents d'une entreprise à l'autre et bâillonneront davantage l'expression des salariés en les éloignant de tout débat.

Une situation qui ne peut que conduire à la multiplication de débordements et déchirement de chemises.

PLAN D'AUSTÉRITÉ CHEZ AIR-FRANCE ...



Mais où est vraiment la violence... ?

Dans un contexte de crise, politiciens et patronat entretiennent la confusion sur des prétendus sacrifices nécessaires ou des réformes dont le pays aurait besoin, alors qu'il s'agit d'enterrer des RECULS SOCIAUX au seul profit des patrons. L'affaire d'AIR FRANCE est là pour rappeler la limite : les salariés doivent subir sans broncher, sinon ils seront jugés comme des voyous !

La violence est sociale, quand du jour au lendemain des salariés sacrifiés au nom de la rentabilité sont jetés dans le chômage et la précarité, tandis que leur PDG quitte leur entreprise avec des millions d'euros d'indemnités !

Elle est aussi gouvernementale, lorsqu'en prétextant la saturation des prud'hommes, Macron en profite pour réduire les possibilités de recours des salariés, en tarifant les indemnités en fonction de tel ou tel litige, quel que soit la situation individuelle...

S'il a oublié que c'est la déloyauté des employeurs qui pousse les salariés à défendre leurs droits devant les tribunaux, il n'a pas manqué par contre de dépenaliser les patrons, ce qui aura pour inévitable conséquence de les encourager à l'irresponsabilité, comme ce fut le cas dans le passé avec l'amiante.

Quand ils s'indignent devant une chemise déchirée, ministres et sénateurs se taisent face à un PDG de RENAULT qui utilise le CSA pour faire pression sur les journalistes qui dénoncent la pompe à fric du Crédit Impôt Recherche.

Elle est surtout patronale, lorsque la direction de RENAULT pousse au burn-out des salariés fatigués, malgré toutes les condamnations l'ayant reconnue responsable de plusieurs suicides au Technocentre.

La violence est répétée, de réorganisations en réorganisations, au fil des postes sensibles à externaliser. Elle se cristallise sur des prestataires engloutis sous la pression de l'ingénierie, isolés et corvéables à merci.

La violence est rampante, avec l'inégalité entre des employés au salaire bloqué et un PDG assis sur des revenus de 15 millions d'euros par an.

Elle se transforme en arme de la délocalisation et en chantage, utiles pour démobiliser nos collègues roumains en grève en 2013 lorsque le patron de DACIA déclare « *si nécessaire, nous délocaliserons notre production vers nos usines au Maroc* ». Cette année en Turquie, les dirigeants ont resservi le même plat.

Ces violences-là n'empêcheront pas nos patrons de dormir sur leurs deux oreilles, car elles confortent l'ordre établi du capitalisme : 10% des plus riches détiennent 86% de la richesse mondiale, alors que la moitié de la population mondiale ne dispose que de 0,5% de cette richesse.

... Et de quel côté est la violence ?

« Le patronat n'a pas besoin, lui, pour exercer une action violente, de gestes désordonnés et de paroles tumultueuses ! Quelques hommes se rassemblent, à huis clos, dans la sécurité, dans l'intimité d'un conseil d'administration, et à quelques-uns, sans violence, sans gestes désordonnés, sans éclats de voix, comme des diplomates causant autour du tapis vert, ils décident que le salaire raisonnable sera refusé aux ouvriers ; ils décident que les ouvriers qui continuent la lutte seront exclus, seront chassés, seront désignés par des marques imperceptibles, mais connues des autres patrons, à l'universelle vindicte patronale. [...] Ainsi, tandis que l'acte de violence de l'ouvrier apparaît toujours, est toujours défini, toujours aisément frappé, la responsabilité profonde et meurtrière des grands patrons, des grands capitalistes, elle se dérobe, elle s'évanouit dans une sorte d'obscurité. »

Jean Jaurès, discours devant la Chambre des députés, séance du 19 juin 1906

SUD réclame la reconnaissance de tous les salarié(e)s, et prévient : à force de ne pas respecter le personnel, la violence qui déplaît à nos dirigeants deviendra une réalité.